



ÉTUDE

Les valeurs moyennes se soucient de gouvernance

Bons élèves, mais peuvent mieux faire. L'étude menée par Ethifinance pour le compte de la société de Bourse Gilbert Dupont fait ressortir une note moyenne de 52 points sur 100 pour les 129 sociétés cotées d'une capitalisation comprise entre 17 millions et 2,1 milliards d'euros. Les sociétés ont été analysées selon 17 critères organisés en trois thèmes, le conseil d'administration, le management et la gestion des risques, enfin, les relations avec les actionnaires.

La prise en compte du gouvernement d'entreprise est évidemment plus forte dans les entreprises où le capital est ouvert. Ainsi, les valeurs moyennes dont le flottant excède 66 % affichent 12 points de mieux que la moyenne, alors que celles où ce même flottant est inférieur à 33 % obtiennent 4 points de moins. Ce sont les secteurs dont le développement est le plus récent, comme les services informatiques ou la santé, qui sont les meilleurs élèves.

Risques extra-financiers

Seulement 40 % des conseils d'administration des valeurs moyennes ont établi un règlement intérieur (contre 80 % pour les valeurs du CAC 40). Les conseils sont composés de 3 à 16 membres et 86 % d'entre eux comptent au moins un administrateur externe. En février 2005, une étude d'Ernst & Young faisait état de la présence d'au moins un administrateur externe chez seulement 44 % des valeurs moyennes examinées.

Le recours aux comités du conseil progresse également. Encore minoritaire lors de l'étude d'Ernst & Young, le comité d'audit est présent dans 54 % des conseils. De plus, 50 % des valeurs étudiées ont mis en

Structure de gouvernance dissociée dans 42 % des cas

Parmi les 129 valeurs moyennes étudiées par Ethifinance, 42 % ont adopté une structure de gouvernance dissociant la présidence de la direction générale. Plus précisément, 28 % ont opté pour une structure de conseil de surveillance et directoire, 12 % pour un conseil d'administration dissociant les fonctions de président et de directeur général et 2 % pour un statut de commandite par actions.

place un autre comité, généralement pour traiter les questions de rémunérations. A noter qu'un quart des sociétés ne verse pas de jetons de présence aux membres du conseil d'administration.

En matière de management et de gestion des risques, 95 % des sociétés reconnaissent l'importance des risques extra-financiers, mais elles livrent peu d'information. Par ailleurs, plus de 90 % publient les rémunérations de leurs dirigeants, conformément à la législation, mais le niveau d'information est très variable. Un quart seulement précise la part variable du revenu. Enfin, l'étude des relations avec les actionnaires montre un accès facile aux documents concernant les assemblées générales, mais à peine 25 % des sociétés diffusent également un compte-rendu de l'assemblée. En contradiction avec les préceptes généralement retenus par les grands investisseurs, 70 % des sociétés accordent des droits de vote double aux actionnaires au-delà de deux ans.

C. LÉ.